

## Erwerbsleben und Familie / Vie professionnelle et famille / Vita professionale et famiglia

- **Anyela Moor**  
62 Wie schaffen junge Mütter den Berufseinstieg?
- **Rosmarie Quadranti**  
64 Warum ist das Impulsprogramm Kinderbetreuung auch in Zukunft wichtig?
- **Anonima**  
66 Qual è la situazione delle frontaliere in Ticino?
- **Thomas Forrer**  
68 Was heisst es, «Teilzeitmann» zu sein?
- **Monika Pfaffinger**  
70 Wie sollte ein zeitgemässes Zivil- und Familienrecht aussehen?
- **Olga Gamma Ammann**  
72 Braucht es die Individualbesteuerung?
- **Anonyme**  
74 Pourquoi avez-vous déposé plainte pour discrimination salariale?
- **Theresa Witschi**  
76 Wie war es, den Kanton Zürich um gleichen Lohn einzuklagen?

## Soziale Sicherheit / Sécurité sociale / Sicurezza sociale

- **Charlotte Iselin et Chloé Maire**  
80 Comment la Convention CEDEF est utilisée dans la pratique juridique en Suisse?
- **Jasmine Truong**  
82 Wie können die Arbeitsbedingungen von Care-Migrantinnen verbessert werden?
- **Anonyme**  
84 (Non-)Partage du déficit financier en cas de séparation ou divorce:  
Quelles sont les difficultés?
- **Sandra Killer e Serena Giudicetti**  
86 Quali sono le virtù e i limiti del modello ticinese dell'anticipo alimenti?

- **Katerina Baumann**  
88 Wie sieht die soziale Sicherheit von nichtehelichen Lebensgemeinschaften aus?

- **Angie Hagmann**  
90 Wie steht es um die Gleichstellung von Frauen und Mädchen mit Behinderung?

- **Barbara Stocker Kalberer**  
92 Warum braucht es 6 Monate Elternurlaub?

- **Christina Werder**  
94 Wie ist die Rentenreform aus Frauensicht zu beurteilen?

## Schutz vor Gewalt / Protection contre la violence / Protezione contro la violenza

- **Andrea Wechlin**  
98 Wie hat sich der Umgang mit häuslicher Gewalt verändert?

- **Elisabeth Ripoll**  
100 Que doit-on savoir sur la violence sexuelle pour conseiller des victimes?

- **Susan A. Peter**  
102 Warum braucht es immer noch Frauenhäuser?

- **Werner Huwiler**  
104 Wo stehen wir in der Täterarbeit?

- **Ganga Jey Aratnam**  
106 Was bedeutet eine Zwangsheirat für die Betroffenen?

- **Isabelle Menoud et Eric Pilloud**  
108 Comment éduquer les jeunes à éviter les violences dans les relations amoureuses?

- **Andrea Gisler**  
110 Prostitution: Braucht es restriktive Gesetze oder liberale Regelungen?

- **Anonym**  
112 Was heisst es, als junge Frau und Mutter auf der Flucht zu sein?

La CFQF pose la question:

## Comment la Convention CEDEF<sup>1</sup> est utilisée dans la pratique juridique en Suisse?

Charlotte Iselin et Chloé Maire répondent



**Charlotte Iselin, avocate à Lausanne et pratiquant principalement le droit pénal, représente fréquemment des femmes victimes de violences domestiques.<sup>2</sup> Chloé Maire, travailleuse sociale, est spécialisée dans le droit des étrangers dans le cadre de son emploi au Centre Social Protestant Vaud, secteur «La Fraternité».<sup>3</sup>**

### Comment utilisez-vous la CEDEF pour votre travail?

**Chloé Maire:** C'est dans les procédures de recours tant au niveau cantonal qu'au niveau du tribunal administratif fédéral qui est la voie de recours quand il y a des refus du Secrétariat d'Etat aux migrations. Je défends par exemple le cas d'une pakistanaise qui risque un crime d'honneur du fait qu'elle a un enfant né hors mariage. Elle vient d'un village du Cachemire où sa petite-cousine a été tuée avec de l'acide pour avoir regardé un garçon. La renvoyer au Pakistan constituerait donc une discrimination claire au sens de la CEDEF étant donné qu'elle y risquerait sa vie.

La majorité de mes autres cas sont des situations de violences conjugales. Il s'agit de faire reconnaître l'article 50 de la loi fédérale sur les étrangers. C'est l'article qui définit des conditions pour qu'une personne qui est venue en Suisse par un regroupement

familial puisse rester ici suite à la dissolution du mariage. La première exception est de démontrer avoir vécu trois ans de vie commune en Suisse et que l'intégration soit réussie – un critère problématique quand il s'agit de femmes victimes de violences conjugales. En effet, c'est difficile de s'intégrer quand on subit des contraintes de liberté ou lorsque votre mari vous interdit de travailler. La deuxième exception c'est de démontrer qu'il s'agit d'un cas d'extrême gravité: c'est le cas quand il est question de violence conjugale, d'un mariage forcé, où lorsque la réintégration dans le pays d'origine est fortement compromise. J'ai soutenu par exemple une femme algérienne qui n'aurait aucune chance de retrouver un emploi dans son lieu d'origine parce qu'elle porte le stigmate d'être une femme divorcée. Elle craint encore que ses frères s'en prennent physiquement à elle.

**Charlotte Iselin:** J'utilise la CEDEF surtout dans des procédures pénales en matière de violences domestiques. Une fois j'ai eu l'occasion d'invoquer la CEDEF parce que je défendais une femme qui a déposé plainte pour violences conjugales. Elle était du coup prévenue par le procureur de séjour illégal parce qu'elle avait admis d'avoir vécu clandestinement en Suisse avec son mari avant de recevoir son permis de séjour. J'ai donc utilisé la CEDEF en disant: «Vous n'allez pas condamner Madame pour séjour illégal vu qu'elle vient de déposer plainte pour violences domestiques.» J'invoquais l'article 2 de la CEDEF qui dit que l'Etat doit prendre des mesures positives pour éviter que la personne fasse l'objet d'une discrimination. L'art. 2 let c CEDEF impose à l'Etat d'assurer une protection juridique. Le procureur a finalement renoncé à

«La CEDEF permet de déplacer le débat vers le terrain de la discrimination et d'apporter un aspect plus international.»

condamner la femme, mais sans faire directement référence à la CEDEF. Néanmoins cela a eu un effet positif!

### Quelles sont les difficultés dans le travail avec la CEDEF?

**Charlotte Iselin:** La convention fait un peu peur aux juristes parce qu'elle contient des dispositions assez générales. C'est-à-dire qu'elles imposent des principes, mais au fond elles n'imposent pas directement à l'Etat de modifier sa législation. Il est par exemple intéressant de comparer la CEDEF à la Convention d'Istanbul, qui est la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Celle-ci a été signée par la Suisse mais pas encore ratifiée. J'ai l'impression que la Convention d'Istanbul prévoit justement des dispositions plus précises qui vont obliger la Suisse à modifier sa législation dans certains domaines.

### Pourquoi est-il quand-même important d'invoquer la CEDEF dans une procédure?

**Charlotte Iselin:** La CEDEF permet des fois de déplacer le débat vers le terrain de la discrimination pour qu'on ne se focalise pas seulement sur les questions strictement procédurales, comme les délais de plainte ou encore les moyens de preuve. Elle permet d'élargir le débat et d'apporter un aspect plus international. L'intérêt de la CEDEF est aussi que le Comité fasse des rapports réguliers et que les Etats doivent justifier leur politique. Cela conduit indirectement à des améliorations dans la pratique des autorités.

**Chloé Maire:** Absolument. Je suis convaincue que tout le travail que notre groupe de travail a fait ces dernières années auprès des différents comités onusiens porte ses fruits. La Fraternité a par exemple pu négocier plus facilement avec des instances telles que le service de la population ou le Secrétariat d'état aux migrations. Tout ce travail de lobby a été facilité par une première recommandation du comité CEDEF. J'ai l'impression qu'il y a eu une certaine pression et une meilleure reconnaissance des problématiques liées au droit de séjour des femmes.

Mais il est également important que la CEDEF soit utilisée dans la pratique juridique, qu'elle soit reprise dans les positions centrales d'un recours par exemple. Les juristes sont des généralistes, et il se peut qu'ils n'aient ce type de cas que deux, trois fois par année et que cela ne soit de ce fait pas un réflexe d'utiliser la CEDEF. Il est donc important

que les spécialistes utilisent systématiquement la CEDEF lorsque c'est possible afin qu'elle soit de plus en plus citée dans les jurisprudences et fasse ainsi évoluer la question de la discrimination envers les femmes.

### Est-ce que vous avez déjà envisagé d'entamer une procédure de recours individuel auprès du Comité CEDEF?

**Charlotte Iselin:** Je trouve intéressant qu'un recours individuel permet de demander des mesures conservatoires. Je me demande par exemple s'il y a dans le cas d'une personne sans permis de séjour la possibilité de demander à titre de mesure conservatoire le maintien sur le sol suisse pendant que la demande est examinée. Si j'avais une cliente motivée, prête à soutenir le recours, je pourrais envisager d'aller jusqu'au comité CEDEF pour cette question de dénonciation de séjour illégal des personnes victimes de violences domestiques lors d'un dépôt de plainte. Il s'agit d'une question extrêmement intéressante qui mériterait que l'on trouve une solution.

Entretien: [Caroline Honegger](#)

### Notes

- 1 Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La CEDEF est le seul traité international entièrement consacré aux femmes et aux discriminations dont elles sont l'objet. La Suisse l'a ratifiée en 1997, ce qui la contraint à la mettre en œuvre et de présenter périodiquement un rapport sur la situation en matière d'égalité.
- 2 Charlotte Iselin a encore participé à l'élaboration du guide de la CEDEF qui est édité par la Commission fédérale pour les questions féminines CFQF.
- 3 Chloé Maire défend notamment les droits de femmes migrantes lors de consultations individuelles ainsi au niveau collectif par sa participation au groupe de travail romand «femmes migrantes et violences conjugales».

«Si j'avais une cliente motivée je pourrais envisager d'aller jusqu'au comité CEDEF.»

**Guide de la CEDEF pour la pratique juridique:**  
[www.comfem.ch](http://www.comfem.ch) > Documentation

**Rapports de la Suisse sur la mise en œuvre de la CEDEF:**  
[www.ebg.admin.ch/themen/00007/00070/index.html?lang=fr](http://www.ebg.admin.ch/themen/00007/00070/index.html?lang=fr)

Die EKF fragt:

## Wie können die Arbeitsbedingungen von Care-Migrantinnen verbessert werden?

Jasmine Truong antwortet



**Betagte Personen werden in der Schweiz zunehmend durch Migrantinnen in ihren eigenen vier Wänden betreut. Bestrebungen, die häufig prekären Arbeitsbedingungen zu verbessern, müssen an unterschiedlichen Stellen ansetzen.**

Frau Szabó\* kommt aus Ungarn. Seit 2008 betreut sie pflegebedürftige alte Menschen, die möglichst lange zuhause bleiben möchten. Am Anfang arbeitete Frau Szabó jeden zweiten Monat in der Schweiz, betreute die demenzerkrankte Frau Hirt\* und sorgte für ihren Haushalt. Das Arbeitsverhältnis entwickelte sich mit der Zeit zu einer intimen Beziehung – «Mutti» sagt Frau Szabó, wenn sie von Frau Hirt spricht. Da sich der Gesundheitszustand der Seniorin verschlechterte und Frau Szabó um ihren Arbeitsplatz fürchtete, übernahm sie eine zweite, parallel laufende Stelle als 24h-Betreuerin. Sie arbeitete jeweils vier Wochen bei Frau Hirt und drei Wochen bei Frau Kasser\*, der anderen Seniorin. Dazwischen kehrte Frau Szabó für 3 bis 4 Tage zurück nach Ungarn zu ihrer eigenen Familie. Heute arbeitet Frau Szabó einzig bei Frau Kasser. Denn «Mutti» ist Anfang 2015 gestorben. Die Care-Migrantin ist rund um die Uhr präsent, sieben Tage die Woche. Während der Nacht steht ihre Zimmertüre einen Spalt offen – für den Fall, dass Frau Kasser sie ruft. Frau Szabó geht jeden Tag alleine 30 Minuten bis maximal zwei Stunden aus dem Haus, um einzukaufen und um etwas Ruhe zu finden. Länger ist sie aber nicht weg, denn abgesehen von der Spitex, die dreimal am Tag für die Pflege kommt, gibt es niemanden, der sich um Frau Kasser kümmert. Ihre letzte Freundin, die sie regelmässig besuchte, ist letztes Jahr gestorben. Am Abend, wenn die Seniorin schläft, verbindet sich Frau Szabó via Skype, E-Mail und Facebook mit ihrer Familie und ihren Freundinnen und Freunden in Ungarn. Das ist das Zeitfenster, in dem Frau Szabó soziale Kontakte pflegt und etwas Ruhe hat. Nebenher ist sie bereits wieder auf der Suche nach einer nächsten Arbeitsstelle.

### Geringe Arbeitsplatzsicherheit

Das Beispiel von Frau Szabó zeigt die geringe Arbeitsplatzsicherheit von Care-Migrantinnen<sup>1</sup>. Mit dem Eintritt in ein Pflegeheim oder dem Tod der zu betreuenden Person endet das Arbeitsverhältnis. Da es sich oft um eine temporäre Anstellung handelt, sind die geltenden Kündigungsfristen sehr kurz.<sup>2</sup> Es ist möglich, dass eine Care-Migrantin zwei Tage nach einem Todesfall keine Arbeit, kein Einkommen und keine Unterkunft mehr hat (vgl. Truong et al., 2012). Um sich finanziell abzusichern, braucht Frau Szabó zwei Arbeitsstellen.

### Unklare Arbeits- und Ruhezeiten

Nebst der Arbeitsplatzsicherheit ist auch die Regelung der Arbeits- und Ruhezeiten häufig nicht vorhanden. Die dafür vorgesehenen Bestimmungen im Arbeitsgesetz gelten für Care-Migrantinnen nicht, da der Privathaushalt als Arbeitsplatz vom Geltungsbereich des Arbeitsrechts ausgenommen ist. Zwar gibt es seit Beginn 2011 einen landesweit geltenden Normalarbeitsvertrag für Hausangestellte, der gesetzlich zwingende Mindeststundenlöhne festlegt.<sup>3</sup> Nicht geregelt sind aber die Fragen zu Arbeitszeiten, Ruhezeiten, Präsenzzeiten und Nachteinsätzen. Aber gerade wenn Arbeits- und Wohnort zusammenfallen, ist die Definition der Grenze zwischen Arbeitszeit und Freizeit zentral. Das wird am Beispiel von Frau Szabó deutlich.

### Wenn die Klientin zur «Mutti» wird

Die 24h-Betreuungsarbeit erfordert menschliche Anteilnahme. Die Forschung zeigt, dass viele Care-Migrantinnen zur pflegebedürftigen Person eine enge Beziehung aufbauen (vgl. z.B. Lan, 2003; Hess, 2009; Truong, 2011). Zum einen ist die Seniorin oftmals eine von wenigen oder manchmal die einzige Bezugsperson der Betreuerin. Zum anderen steigert emotio-

Die Care-Migrantin ist rund um die Uhr präsent, sieben Tage die Woche.

**Literatur:**

- Bock, G., Duden, B. (1977): Arbeit aus Liebe – Liebe als Arbeit. Zur Entstehung der Hausarbeit im Kapitalismus. In: Gruppe Berliner Dozentinnen (Hrsg.): Frauen und Wissenschaft. Beitr. Berliner Sommeruniversität für Frauen. Berlin: Courage, 118-199.
- Hess, S. (2009): Globalisierte Hausarbeit. Au-pair als Migrationsstrategie von Frauen aus Osteuropa, 2. Auflage, Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Lan, P.-C. (2003): Negotiating social boundaries and private zones: the micropolitics of employing migrant domestic workers. *Social Problems* 20, 525-549.
- Medici, G. (2012): Hauswirtschaft und Betreuung im Privathaushalt. Rechtliche Rahmenbedingungen, Juristisches Dossier im Auftrag der Fachstelle für Gleichstellung der Stadt Zürich, der Gewerkschaft VPOD und der Gewerkschaft Unia.
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2015): Rechtliche Rahmenbedingungen für Pendelmigration zur Alterspflege. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats Schmid-Federer 12.3266 vom 16. März 2012, Bern.
- Truong, J. (2011): Arbeit, Arbeitsidentität, Arbeitsplatz. Die neuen Wanderarbeiterinnen in der Sorgewirtschaft. Masterarbeit, Geograf. Institut der Universität Zürich, Zürich.
- Truong, J., Schwiter, K., Berndt, C. (2012): Charakteristika der Unternehmen, deren Beschäftigungsstruktur und Arbeitsbedingungen. Eine Studie im Auftrag der Fachstelle für Gleichstellung der Stadt Zürich, Geografisches Institut der Universität Zürich, Zürich.

nale Zuwendung die Akzeptanz der Care-Migrantin durch die pflegebedürftige Person, was die Betreuungsarbeit erleichtert (Hess, 2009). Gerade diese persönliche Beziehung kann jedoch zum Problem werden, wenn die Pflegerin «als Teil der Familie» Freizeit oder Bezahlung für Überstunden einfordern möchte. Erschwerend kommt hinzu, dass der Sorgearbeit die Vorstellung einer «Arbeit aus Liebe» (Bock und Duden, 1977) anhaftet, die lange unbezahlt als Familienarbeit verrichtet wurde. Der besondere familiäre Zusammenhang des Privathaushalts macht es also zusätzlich schwierig, klare Grenzen zwischen Arbeit und Freizeit zu ziehen.

**Psychische und physische Belastung**

Die geringe Arbeitssicherheit, die permanente Einsatzbereitschaft und das entgrenzte Verhältnis zur pflegebedürftigen Person können für die Betreuerinnen sehr belastend sein. Um Personen in solchen Arbeitsverhältnissen zu unterstützen, hat die Schweiz im Herbst 2014 das Übereinkommen der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) ratifiziert, das sich für menschenwürdige Arbeitsbedingungen der Hausangestellten einsetzt. Dieses schreibt u. a. eine wöchentliche Ruhezeit von mindestens 24 aufeinanderfolgenden Stunden vor.<sup>4</sup> Die aktuelle Situation von Frau Szabó macht es aber praktisch unmöglich, einen vollen Tag in der Woche freizunehmen. Denn es gibt keine Angehörigen, die sich für die Mitbetreuung von Frau Kasser verpflichtet fühlen, und es gibt keine Anlaufstelle, an die sich Frau Szabó für Unterstützung wenden könnte.

**Rechtslücken schliessen**

Eine solche Anlaufstelle bräuchte es aber, um die Einhaltung der arbeitsrechtlichen Bedingungen zu prüfen und Situationen wie die von Frau Szabó zu verhindern. Die 24h-Betreuung durch Care-Migrantinnen wird seit einigen Jahren wissenschaftlich, medial und politisch eingehend thematisiert. Die prekären Arbeitssituationen sind bekannt und die Rechtslücken identifiziert.<sup>5</sup> Nun braucht es den politischen Willen, gesetzliche Verbindlichkeit herbeizuführen. Entscheidend sind klare und verbindliche Regelungen der Arbeitszeiten, Freizeiten sowie Ruhezeiten in der Nacht.

**Informationsplattform CareInfo**

Parallel zu gesetzlichen Massnahmen sind für die privaten 24h-Betreuerinnen insbesondere Information und Sensibilisierung essentiell. Dazu gehört eine neutrale Einrichtung, die Beratung und Unterstützung bietet, wenn Care-Migrantinnen in schwierige oder unrechtmässige Betreuungssitua-

tionen geraten. Sie brauchen zudem Aufklärung über ihre Rechte am Arbeitsplatz Privathaushalt. Ein bestehendes und weiter ausbaubares Angebot ist die kantonsübergreifende Webplattform CareInfo ([www.careinfo.ch](http://www.careinfo.ch)).<sup>6</sup> Sie ermöglicht es u. a., jene Care-Migrantinnen zu erreichen, die eine begrenzte Bewegungsfreiheit haben. Ziel ist es, dass sich Care-Migrantinnen in ihrer Sprache zeit- und ortsunabhängig über ihre Rechte informieren und mit anderen Care-Migrantinnen vernetzen können. Denn wesentlich für ein stärkeres Selbstbewusstsein als Arbeitnehmerin ist auch die Loslösung von der sozialen Abhängigkeit am Arbeitsplatz. Schliesslich soll eine planbare Freizeit, ausserhalb des Arbeitsplatzes, auch für Care-Arbeiterinnen Standard sein. \*Namen geändert

.....  
**Jasmine Truong** promoviert am Geografischen Institut der Universität Zürich und hat 2013 zusammen mit der Fachstelle für Gleichstellung der Stadt Zürich die Plattform CareInfo konzipiert und umgesetzt.

**Anmerkungen**

- 1 Im vorliegenden Artikel wird die weibliche Form verwendet, da die grosse Mehrheit der Menschen, die in der 24h-Betreuung arbeiten, Frauen sind.
- 2 Vermittlungs- und Verleihbetriebe sind auf dem Markt der 24h-Betreuung wichtige Akteure. Bei einem solchen Betrieb beträgt der Kündigungsschutz lediglich 2 bis 7 Tage (vgl. Medici 2012).
- 3 Der NAV Hauswirtschaft ist seit 1. Januar 2011 in Kraft und gilt in der ganzen Schweiz mit Ausnahme des Kantons Genf. Dieser hatte schon davor einen Mindestlohn für Hausangestellte eingeführt.
- 4 Internationale Arbeitsorganisation (ILO), Übereinkommen Nr. 189, Art. 10.
- 5 Im April 2015 hat der Bundesrat in einem Bericht des Staatssekretariates für Wirtschaft gesetzlichen Handlungsbedarf eingeräumt (vgl. Seco, 2015).
- 6 Die Webseite wurde im Nov. 2013 von der Fachstelle für Gleichstellung der Stadt Zürich lanciert. Getragen wird sie heute durch eine Trägerschaft (Stadt Zürich, Kanton Aargau, Stadt und Kanton Bern und Kanton Basel-Stadt). Sie steht für weitere MitträgerInnen offen.

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2015): **Rechtliche Rahmenbedingungen für Pendelmigration zur Alterspflege.** Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats Schmid-Federer 12.3266 vom 16. März 2012, Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2014): Soziale Sicherheit CHSS 4/2014. **Care-Arbeit:** [www.bsv.admin.ch](http://www.bsv.admin.ch) > Dokumentation

La CFQF pose la question:

## (Non-)Partage du déficit financier en cas de séparation ou divorce: Quelles sont les difficultés?

Une femme concernée répond



Fotolia

**Selon la jurisprudence actuelle, dans les cas où les revenus de l'époux et de l'épouse ne suffisent pas pour couvrir les besoins vitaux des deux ménages, le déficit existant n'est pas partagé entre les deux parties, mais mis exclusivement à la charge de celle qui a droit à une contribution d'entretien. Une femme concernée raconte son histoire.**

Elle parle beaucoup, Kenza Hachimi\*, et on a l'impression que cela lui fait du bien de raconter son histoire. La marocaine qui aura bientôt quarante ans vit avec sa fille de sept ans dans la banlieue de Lausanne, elle est légalement séparée de son mari, en procédure de divorce, et a la garde principale de leur fille. Elle veut raconter son vécu parce qu'elle trouve qu'il est injuste, et parce qu'elle veut contribuer à améliorer la situation d'autres femmes qui ont vécu des choses similaires. Sa biographie est sinieuse: elle est marquée par des déménagements fréquents, l'émigration, un mariage compliqué voire abusif, et – encore et toujours – par des difficultés financières.

### Maroc – Portugal – Suisse

Kenza Hachimi naît au Maroc et elle rencontre son futur mari, portugais, sur Internet. Elle, qui a fait une école hôtelière, finit par le rejoindre au Por-

tugal, où il est cuisinier dans son petit restaurant: «L'arrivée au Portugal était difficile pour moi. Nous avons vite découvert que la réalité à deux ne correspondait pas du tout à nos attentes. Nous avons les deux la tête dure et nous ne fonctionnons vraiment pas bien ensemble», raconte-t-elle. Elle travaille avec lui dans le restaurant, mais après quelques années au Portugal, des difficultés financières les forcent à le vendre. Ils décident de retourner – ensemble avec leur petite fille – dans sa famille au Maroc. Les années qui suivent sont marquées par des échecs professionnels et des problèmes financiers. Kenza Hachimi propose de tenter leur chance en Suisse où son mari a déjà travaillé auparavant. Son arrivée en Suisse est prometteuse: elle est motivée à changer en bien sa vie. Elle dépose sa candidature à gauche et à droite, et se fait engager par un EMS le quatrième jour de son séjour en Suisse. Avec l'aide de son employeur, elle obtient un permis de séjour pour elle, son mari et sa fille.

### Un changement brutal

Après des années de conflits, de difficultés et de violences psychiques dans le couple, son mari quitte définitivement l'appartement commun en novembre 2013: «Nous étions déjà séparés dans les faits, mais nous avons continué à vivre ensemble pendant à peu près six mois. Un après-midi, je rentrais d'une promenade avec ma fille, et il n'était plus là. Il nous a quittées d'un moment à l'autre, et moi je restais seule avec la totalité des frais à assumer.» La totalité des frais voulant dire: le loyer de 1600 francs pour leur appartement, les assurances, l'électricité, le téléphone, l'internet, la nourriture, tout. Presque à la même période, Kenza Hachimi perd son emploi suite à un pro-

«D'un moment à l'autre j'avais nettement moins d'argent à disposition, mais le double des frais à assumer.»

blème de santé. «D'un moment à l'autre j'avais nettement moins d'argent à disposition, mais le double des frais à assumer. Avec les 2800 francs que je recevais en moyenne par mois de la caisse de chômage, je n'arrivais pas à m'en sortir», dit-elle. Kenza Hachimi commence vite à s'endetter: pour économiser de l'argent, elle fait ses achats en France, une fois par mois, et paie tout avec sa carte bleue. Elle est en plus obligée d'emprunter de l'argent à son entourage, elle est soutenue par des amis et par sa famille au Maroc.

### Une démarche humiliante

Pendant tout ce temps elle ne reçoit aucune pension alimentaire: le tribunal décide que le père n'est pas en mesure de payer pour sa fille. Pour Kenza Hachimi, cette décision est incompréhensible: «On donne beaucoup plus de droits aux pères qu'aux mères. On regarde d'abord que le père puisse bien vivre, et s'il reste quelque chose on le donne à l'enfant. Et s'il ne reste rien, il ne donne rien. Pourquoi? Le père n'a-t-il pas lui aussi fait cet enfant?» Quand son avocate lui conseille de demander de l'aide sociale, elle refuse: «Je trouve cette idée horrible et ne veux pas être au social. Je suis en mesure de travailler, et recourir à l'aide sociale me fait sentir comme si j'étais handicapée.» Pourtant, sa situation financière devient de plus en plus difficile, elle n'arrive plus à payer ses dettes, ne parlant même pas des factures de la carte de crédit. Elle finit donc contre son gré par demander l'aide sociale – qui estime que sa situation financière était trop bonne pour y avoir droit. Kenza Hachimi est détruite, elle ne sait plus quoi faire.

### Une tournure positive

Désespérée, elle tombe sur le site Internet de l'Association des familles monoparentales et recomposées VAUD (AFMR): «Cette association m'a vraiment sauvé la vie. Ils ont vite trouvé des moyens pour m'aider à payer mes dettes», dit-elle. Le soutien qu'elle reçoit de l'AFMR va bien au-delà du financier: «Je suis devenue membre de l'association et cela me permet de connaître d'autres femmes qui sont dans la même situation. L'association propose aussi des activités culturelles, comme par exemple des sorties de théâtres à bas prix. J'ai même trouvé un moyen pour que ma fille puisse monter à cheval. Tout cela serait normalement hors de question pour nous.» Avec l'aide de l'AFMR, elle réussit à trouver un certain équilibre financier, et elle dit vivre assez bien à l'heure actuelle: «Je n'ai pas beaucoup d'argent, mais je m'en sors et je suis contente ainsi. Mon futur ex-mari a retrouvé

un travail et il est donc enfin en mesure de payer une pension alimentaire pour notre fille, même si le montant n'est toujours pas très élevé.» Kenza Hachimi est toujours au chômage et pour améliorer ses chances de trouver un emploi, elle a suivi une formation en tant que secrétaire médicale. Etant tellement convaincue que cela lui permettrait de retrouver vite un travail, elle a déjà inscrit sa fille dans un accueil extrascolaire cinq jours la semaine. Elle est prête à reprendre sa vie en main, sauf qu'elle ne trouve pas de travail: «C'est beaucoup plus difficile que j'aurais pensé. On me dit toujours que je n'ai pas assez d'expérience professionnelle, et on ne me donne même pas l'opportunité de faire un stage.»

### Retour à zéro

En mai 2015, elle a néanmoins vécu un premier succès: elle a été engagée à 30% en tant que secrétaire dans l'association même qui l'a tant aidée. Mais cela ne change pas le fait qu'elle arrive bientôt à la fin de son droit de chômage. Elle et sa fille devront donc bientôt vivre de son salaire à 30% (en plus des allocations familiales et de la petite pension alimentaire payée par le père). Son avocate lui a déjà conseillé de s'inscrire de nouveau au social, et Kenza Hachimi a déjà fixé un premier rendez-vous: «Je trouve dégradant de devoir le faire, mais je n'ai pas le choix. En plus, je suis en Suisse depuis moins de cinq ans, et si je suis au social il sera difficile de renouveler mon permis B. Mais je veux rester en Suisse et garder ma fille en Suisse.»

\*Nom changé

Portrait: [Caroline Honegger](#)

«Recourir à l'aide sociale me fait sentir comme si j'étais handicapée.»

### Recommandations de la CFQF (2007):

[www.comfem.ch](http://www.comfem.ch) > Documentation > Etudes et recommandations > pour une répartition équitable

Lorsque le revenu familial ne suffit pas à couvrir les besoins de deux ménages (cas dits de déficit), les femmes divorcées et leurs enfants, vu la pratique juridique qui prédomine encore actuellement, en viennent à dépendre de l'aide sociale plus souvent et plus largement que les hommes divorcés. Cela montre la **statistique «Risque de pauvreté**, selon différentes caractéristiques sociodémographiques» (OFS): [www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/03/blank/key/07/02.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/03/blank/key/07/02.html)

La CFQF domanda:

## Quali sono le virtù e i limiti del modello ticinese dell'anticipo alimenti?

Sandra Killer e Serena Giudicetti rispondano



### 1. Come funziona l'anticipo alimenti in Ticino

In Svizzera il Codice civile prevede che i genitori provvedano al mantenimento del figlio.<sup>1</sup> Quando i genitori non convivono, sono separati o divorziati, il genitore che non detiene la custodia è tenuto a versare una pensione mensile per le spese di mantenimento ed educazione e ciò fino alla maggiore età o fino al termine della formazione del figlio.<sup>2</sup> Il contributo di mantenimento viene fissato nella convenzione di mantenimento (nel caso di coppie non coniugate) o di separazione e divorzio, ed è commisurato ai bisogni del figlio, alla situazione sociale, alle possibilità dei genitori e alla partecipazione alla cura del figlio del genitore non affidatario.

In Ticino, su richiesta del beneficiario (genitore affidatario) che ha una pretesa di mantenimento esecutiva l'Autorità regionale di protezione è tenuta a prestare la sua collaborazione per la riscossione del contributo alimentare.<sup>3</sup> Questi uffici, purtroppo, sono talmente oberati dagli incarti che spesso l'aiuto al recupero che sono in grado di dare non riesce ad essere efficace. In caso di mancato pagamento dei contributi dovuti ai figli minorenni, l'avente diritto deve ricorrere quindi al servizio di anticipo degli alimenti. L'importo massimo anticipato viene fissato a livello cantonale e varia da cantone a cantone; in Ticino raggiunge al massimo l'importo di 700 franchi mensili per ogni figlio. Purtroppo a partire dal 2005 è stato fissato un limite di cinque anni (60 mesi) per l'erogazione di tale anticipo alle famiglie monoparentali. In risposta alle pressioni dell'Associazione ticinese delle famiglie monoparentali e ricostituite e a una mozione interpartitica, nel 2010 è stata introdotta una deroga: il

limite del diritto all'anticipo alimenti di cinque anni può essere esteso qualora il tasso di recupero sia superiore al 50%.<sup>4</sup>

### 2. Punti di forza e limiti dell'anticipo alimenti

L'anticipo alimenti sancisce un diritto e ha una doppia valenza di ordine sia economica sia simbolica. Per i figli e per il genitore affidatario rappresenta un'importante entrata che permette alle famiglie del ceto medio-basso e ai *working poor* di provvedere ai propri bisogni di sussistenza e a quello medio di potere concedere più tempo ai figli. A livello psicologico è importante che esista questo servizio significativo per i minori coinvolti: avendo già perso il sostegno di uno dei due genitori, grazie al supporto finanziario dello Stato i ragazzi si sentono riconosciuti e percepiscono che le istituzioni non sono indifferenti alla loro condizione, bensì investono in loro. L'anticipo alimenti ha un'ulteriore valenza simbolica in quanto assume una funzione di sostegno e riconoscimento del genitore impegnato nel suo compito educativo.

Il limite temporale di 60 mesi è stato introdotto dal Consiglio di Stato nel 2005 per motivi di risparmio e non è più stato reintrodotta ritenendo che oltre i 5 anni non si sarebbe più trattato di un *servizio di anticipo* per l'utente bensì di una vera e propria *prestazione sociale*. Il mantenimento dei figli si esaurisce però generalmente soltanto dopo 20 a 25 anni e il servizio di anticipo esiste per neanche un quarto della loro vita. In Ticino non c'è stata e non c'è al momento una presa di coscienza relativamente al fatto di aver posto un limite a questo investimento intangibile.

L'anticipo alimenti sancisce un diritto e ha una doppia valenza di ordine sia economica sia simbolica.

La Federazione svizzera delle famiglie monoparentali si impegna per garantire ai minori che vivono con un solo genitore il diritto ad un assegno il cui importo sia pari alla rendita minima per orfani.

### 3. Altre risorse disponibili

La politica ticinese ha adottato quale ulteriore causa della limitazione a cinque anni dell'anticipo alimenti il fatto che le famiglie non vengono abbandonate, perché sono supportate dalla possibilità di ricorrere agli assegni integrativi (AFI) e di prima infanzia (API) introdotti alla fine degli anni '90.<sup>5</sup> In questo modo il legislatore ha voluto riconoscere il diritto alla crescita dei figli in una famiglia con un minimo vitale garantito. Si tratta quindi di una prestazione a tutti i nuclei familiari con un reddito insufficiente e non di un provvedimento assistenziale. Malgrado ciò gli assegni integrativi rappresentano una risposta solo parziale alla barriera dell'anticipo alimenti dei 60 mesi. Per poter accedere a questo sussidio, la famiglia deve risiedere in Ticino da almeno tre anni, sottostare ad un determinato limite di reddito e adempiere cumulativamente a numerose condizioni;<sup>6</sup> inoltre a livello operativo il sistema costringe l'utente a ricorrere all'anticipo degli alimenti *prima* di poter usufruire del diritto agli assegni integrativi. Va infine tenuto conto che l'assegno integrativo scade al compimento del quindicesimo anno di età del figlio.

### 4. Conclusioni

Per rispondere ai bisogni e sostenere i diritti dei figli di genitori separati e divorziati, l'Associazione ticinese delle famiglie monoparentali e ricostituite (ATFMR) aderisce alla campagna della Federazione svizzera delle famiglie monoparentali (FSFM) che da tempo si impegna per garantire ai minori che vivono in un nucleo familiare con un solo genitore il diritto ad un assegno il cui importo minimo sia corrispondente a quello che viene percepito dagli orfani che vivono nel nostro Paese. Questo diritto potrebbe venire assicurato dall'Ufficio dell'anticipo alimenti e sostenuto da un'apposita legge che determini anche la fonte di tali prestazioni.

In attesa che ciò si realizzi, ci auguriamo che in Ticino il diritto a percepire l'assegno integrativo venga esteso anche dopo la fine della scuola dell'obbligo (non oltre i 20 anni di età) per sostenere la formazione superiore di tutti i ragazzi e ragazze che vi aspirano. Per quanto concerne invece il prossimo futuro, attendiamo l'entrata in vigore della nuova legge sul *Mantenimento del figlio*,<sup>7</sup>

verosimilmente non prima del 2017, che rafforzerà il dovere dei Cantoni di sostenere in modo mirato l'aiuto all'incasso degli alimenti in modo da portare un aiuto concreto e un miglioramento dello standard di vita delle famiglie che ne faranno richiesta.

.....  
**Sandra Killer** è coordinatrice dell'Associazione ticinese delle famiglie monoparentali e ricostituite e vicepresidente della Federazione svizzera delle famiglie monoparentali.

**Serena Giudicetti** è presidente dell'Associazione ticinese delle famiglie monoparentali e ricostituite.

#### Note

- 1 art. 276 cpv. 1 CCS
- 2 art. 277 CCS
- 3 art. 131 e 290 CCS
- 4 v. art. 10 del Regolamento cit. alla nota 5
- 5 Legge e regolamento sugli assegni di famiglia (la versione più recente è datata 2008); cfr. [www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/vid/06\\_205](http://www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/vid/06_205) (a partire dall'art. 46)
- 6 Legge e regolamento sull'armonizzazione e coordinamento delle prestazioni sociali (Laps) [www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/vid/06\\_117](http://www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/vid/06_117)
- 7 Atti parlamentari della revisione del Codice civile svizzero in materia di «Mantenimento del figlio» [www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20130101](http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20130101)

**Federazione svizzera delle famiglie monoparentali (FSFM):** [www.einelternfamilie.ch/it/](http://www.einelternfamilie.ch/it/)

**Codice civile. Mantenimento del figlio:** [www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20130101](http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20130101)

Die EKF fragt:

## Wie sieht die soziale Sicherheit von nichtehelichen Lebensgemeinschaften aus?

Katerina Baumann antwortet



Katerina Baumann, Fürsprecherin, ist in den Rechtsgebieten Soziale Sicherheit, Familienrecht, Gleichstellungsrecht und Migrationsrecht tätig.

**Ehepaare und nichteheliche Gemeinschaften werden in vielen Bereichen immer noch unterschiedlich behandelt. Welches sind die hauptsächlichsten Benachteiligungen von unverheirateten Paaren gegenüber Ehepaaren in den Sozialversicherungen?**

Beim Tod des Partners bzw. der Partnerin erhalten Verheiratete eine *Witwen- bzw. Witwerrente* der AHV. Gleiches gilt für die obligatorische zweite Säule, für die Unfallversicherung und die Militärversicherung. Unverheiratete Zusammenlebende können hingegen beim Tod des Partners keinen «Versorger/innenschaden» geltend machen. Pensionskassen können aber in ihrem Reglement Partnerrenten für nicht verheiratete Hinterbliebene vorsehen. Sehr wichtig ist auch das *Einkommens-Splitting* in der AHV (d.h. die gegenseitige Anrechnung von je der Hälfte der Einkommen bei der Berechnung der Rente), das nur für Ehepaare vorgesehen ist. Und bei einer Scheidung werden die Vorsorgeguthaben der zweiten Säule geteilt. Unverheirateten Paaren steht bei einer Trennung diese Möglichkeit nicht offen.

Ausserdem werden einzelne Personengruppen von der Beitragspflicht in der AHV/IV befreit: Nichterwerbstätige Ehefrauen und Ehemänner von Versicherten mit einem bestimmten Mindesteinkommen sowie Versicherte, die im Betrieb ihres Ehegatten mitarbeiten, ohne dafür einen Barlohn zu beziehen, sind über den Beitrag des Ehepartners / der Ehepartnerin mitversichert. Für unverheiratete Paare ist eine solche Beitragsbefreiung nicht vorgesehen. Personen, die wegen Scheidung oder Trennung, wegen Invalidität oder Tod des Ehegatten oder aus

ähnlichen Gründen gezwungen sind, eine unselbstständige Erwerbstätigkeit aufzunehmen oder zu erweitern, können bei Erwerbslosigkeit Taggelder der Arbeitslosenversicherung beziehen, ohne Beiträge geleistet zu haben. Dass unverheiratete zusammenlebende Partner in derselben Situation ähnliche Gründe geltend machen und ein Taggeld beanspruchen könnten, wurde bisher vom obersten Gericht immer abgelehnt.

**Wo sind die nichtehelichen Lebensgemeinschaften im Vorteil?**

Da ist zunächst die *Rentenplafonierung*: AHV- und IV-Renten verheirateter Personen sind plafoniert, d.h. die Summe der beiden Renten eines Ehepaars kann den Wert von 150 Prozent des Höchstbetrags der Einzel-Altersrente nicht übersteigen.

Bei den *Ergänzungsleistungen* (EL), die in der Schweiz wohnhaften AHV/IV-Rentner/innen einen bescheidenen Lebensstandard ermöglichen sollen, gibt es ebenfalls Unterschiede. Bei Ehepaaren sind die für die Höhe der EL massgeblichen anerkannten Ausgaben für den Lebensbedarf und die Miete tiefer als bei Personen in einer nichtehelichen Gemeinschaft. Bei letzteren kommt zweimal der Ansatz für Alleinstehende zur Anwendung. Die faktische Situation spielt also keine Rolle.

**Werden eingetragene Partnerschaften von den Sozialversicherungen gleich behandelt wie Ehepaare?**

Sozialversicherungsrechtlich ist die eingetragene Partnerschaft einer Ehe und ihre gerichtliche Auflösung einer Ehescheidung gleichgestellt. Stirbt ein Partner oder eine Partnerin, hat die hinterbliebene Person in der AHV die gleichen Rechte wie

Sehr wichtig ist das Einkommens-Splitting in der AHV, das nur für Ehepaare vorgesehen ist.

ein Witwer, d.h. sie bekommt nur eine Rente, wenn sie mindestens ein minderjähriges Kind hat. In der beruflichen Vorsorge werden Ehe und eingetragene Partnerschaft gleich behandelt: Eine BVG-Hinterbliebenenrente wird gewährt, wenn die Partnerin oder der Partner für den Unterhalt mindestens eines Kindes aufkommen muss oder älter als 45 Jahre ist und die Partnerschaft mindestens fünf Jahre gedauert hat.

**Wenn man davon ausgeht, dass die Sozialversicherungen die wirtschaftlichen Folgen von Wechselfällen des Lebens wie Alter, Unfall, Krankheit, Invalidität und Tod mildern sollen, wo ist eine spezielle Behandlung von (Ehe-)Paaren überhaupt sinnvoll?**

Die Begründungen der unterschiedlichen Behandlung sind heterogen und nicht systematisch. Grob kann zwischen einer traditionell-familienrechtlichen und einer gleichstellungsrelevanten Linie unterschieden werden. Sozialversicherungsleistungen an Witwen und Witwer werden traditionellerweise aus der gegenseitigen Unterhalts- und Unterstützungspflicht in der Ehe abgeleitet und allgemein als deren Fortsetzung verstanden. Sie stellen historisch gesehen einen Ersatz für die Versorgung der nichterwerbstätigen, für Haus-, Erziehungs- und Betreuungsarbeit zuständigen Ehefrau durch den Ehemann dar. Der Anspruch auf diese Leistungen entfällt mit der Wiederverheiratung. Der neue «Ernährer» löst angeblich die «Ersatzversorgung» ab. Witwenrenten werden im Gegensatz zu Witwenrenten jedoch auch dann ausgerichtet, wenn die Witwe keine Kinder und ein eigenes Einkommen hat, auf die «Ersatzversorgung» also nicht angewiesen ist. Und bei der Beitragsbefreiung der nicht-erwerbstätigen Ehefrau handelt es sich um einen traditionellen Ehebonus.

Das Splitting in der AHV und die Teilung der Guthaben der zweiten Säule bei Scheidung sind hingegen wichtige Massnahmen auf dem Weg zur Gleichstellung von Frauen und Männern. Dass diese Massnahmen auf Verheiratete beschränkt wurden, ist meines Erachtens sachlich nicht nachvollziehbar.

**Stellt sich nicht auch die Frage einer Bevorzugung von Ehepaaren gegenüber Alleinstehenden?**

Nichtverheiratete und Alleinstehende erbringen tatsächlich grosse Solidaritätsleistungen, indem sie vor allem die Hinterlassenenrenten mitfinanzieren. Sie bezahlen die gleichen Beiträge, können aber keine anderen Personen mitversichern.

**In welche Richtung entwickelt sich die soziale Sicherheit? Wird heute weniger am Zivilstand angeknüpft und mehr an der Lebenssituation?**

Es gibt eine Entwicklung hin zu einer stärkeren Berücksichtigung der faktischen Situation, indem nichteheliche Gemeinschaften teilweise gleich behandelt werden wie Ehepaare, etwa bei den Erziehungsgutschriften beim gemeinsamen Sorgerecht und bei der Hinterlassenenrente in der 2. Säule. Umgekehrt werden auch in der Sozialhilfe stabile nichteheliche Lebensgemeinschaften gleich behandelt wie Ehepaare: Wird bei einer solchen Lebensgemeinschaft nur ein Partner unterstützt, empfehlen die SKOS-Richtlinien, das Einkommen und Vermögen der nicht bedürftigen Partei bei der Budgetberechnung der bedürftigen Person angemessen zu berücksichtigen. Bei entsprechender Leistungsfähigkeit des nicht unterstützten Partners kann dann der Sozialhilfeanspruch reduziert werden oder ganz entfallen.

Interview: **Katharina Belsler**

Es gibt eine Entwicklung hin zu einer stärkeren Berücksichtigung der faktischen Situation.

**Informationen zum Thema Konkubinat:**

[www.beobachter.ch/familie/konkubinat](http://www.beobachter.ch/familie/konkubinat)

**Fragen und Antworten zum Partnerschaftsgesetz:**

[www.bj.admin.ch/bj/de/home/gesellschaft/zivilstand/faq/partnerschaft.html](http://www.bj.admin.ch/bj/de/home/gesellschaft/zivilstand/faq/partnerschaft.html)

Die EKF fragt:

## Wie steht es um die Gleichstellung von Frauen und Mädchen mit Behinderung?

Angie Hagmann antwortet



Das Netzwerk *avanti donne* setzt sich dafür ein, dass behinderte Frauen und Mädchen endlich als Frauen und Mädchen wahrgenommen werden. Denn die «geschlechtliche Neutralisierung» von Menschen mit Behinderung verstellt den Blick auf die mehrfache Diskriminierung, der betroffene Frauen und Mädchen in vielen Lebensbereichen immer noch ausgesetzt sind.

«Geschlecht: behindert. Besonderes Merkmal: Frau». So lautet der Titel eines Buches, das 1985 in Deutschland erschien. Dreissig Jahre später bringt der Titel die Situation von Frauen mit Behinderung immer noch auf den Punkt. Anders als bei der übrigen Bevölkerung scheint bei Frauen und Männern mit Behinderung das Geschlecht nur noch Nebensache zu sein.

Doch der Schein trügt. Eine Behinderung hebt soziale Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern nicht einfach auf, sondern verstärkt diese eher. Mehr noch: Die «geschlechtliche Neutralisierung» von Menschen mit Behinderung verzögert deren tatsächliche Gleichstellung und verstellt den Blick auf Diskriminierungen, die Frauen und Mädchen (und, auf andere Weise, auch Männer und Jungen mit Behinderung) auch heute noch in manchen Lebensbereichen erleben. Zu diesem Schluss kommt der Bericht, den *avanti donne*, die Interessenvertretung behinderter Frauen in der Schweiz, 2013 im Auftrag des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderung EBGB erstellt hat.<sup>1</sup>

Das Netzwerk *avanti donne* wurde 2002 von Aktivistinnen der Behindertenbewegung gegründet und ist bis heute die einzige Organisation in der Schweiz, die gleichzeitig genderspezifisch und behinderungsübergreifend arbeitet. Vorstand und Team bestehen ausschliesslich aus (Fach-)Frauen, die selbst mit einer stark einschränkenden Behinderung oder chronischen Krankheit leben.

### Doppelte Nichtbeachtung

Die späte Gründung des Netzwerks – lange nach entsprechenden Initiativen in den umliegenden Ländern – hat mehrere Ursachen. Zum einen waren Frauen mit Behinderung sowohl in der Geschlechterforschung als auch in der Frauenpolitik, von wenigen Ausnahmen abgesehen, kein Thema. Zum andern schaffte es die Geschlechterfrage nie auf den Radar von Institutionen und anderen Akteuren des Behindertenbereichs. Dieser doppelten Nichtbeachtung waren sich viele betroffene Frauen zwar bewusst, doch es fehlte ihnen an Kraft und finanziellen Ressourcen, um sich zu organisieren und für ihre Anliegen zu kämpfen.

Heute ist *avanti donne* als Informations- und Anlaufstelle für Fragen zum Themenbereich Frau und Behinderung anerkannt. Die Gründerinnen verstanden es, betroffene Frauen und Mädchen sichtbar zu machen und ihnen eine Stimme zu geben. Ein Beispiel sind die beiden Bücher «Stärker als ihr denkt» (2006) mit den Erfahrungen junger betroffener Frauen sowie «Erst recht» (2010) mit den Biografien von Akademikerinnen mit Behinderung.

### Knappes Geld, ungleich verteilt

Vom Individuum gilt es den Bogen zu schlagen zu den gesellschaftlichen Rahmenbedingungen. Denn Benachteiligung, direkte und indirekte Diskriminierung sowie prekäre Lebensumstände, von denen die Frauen und Mädchen berichten, sind häufig eine Folge von Verhältnissen und Strukturen, die Diskriminierung erst ermöglichen oder – unbeabsichtigt – sogar fördern. Eindrücklich belegten dies

.....  
Eine Behinderung verstärkt soziale Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern.

Katerina Baumann und Margareta Lauterburg in ihrer Forschung zu Gleichstellungsdefiziten in der Invalidenversicherung. Die Arbeit entstand im Auftrag des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG und wurde 2001 unter dem Titel «Knappes Geld – ungleich verteilt» publiziert.<sup>2</sup> Die Kernaussagen des Buchs sind weiterhin aktuell. Die Autorinnen zeigen, dass die traditionelle Rollenteilung zwischen den Geschlechtern auch in der IV diskriminierende Auswirkungen auf Frauen hat. Beispielsweise wird bei IV-Rentnerinnen eine Herabsetzung der Rente geprüft, wenn sie schwanger sind. Werden hingegen IV-Rentner Väter, wird nicht angenommen, dass dies einen Einfluss auf ihre Lebenssituation haben könnte und sie ihre Erwerbstätigkeit eventuell reduzieren werden. Anderes Beispiel: Jungen Frauen wird tendenziell immer noch zu typischen Frauenberufen wie Büro oder Hauswirtschaft geraten. Das ist nicht per se negativ. Diese Ausbildungen bieten jedoch wenig Aussicht auf einen beruflichen Aufstieg. Im kaufmännischen Bereich müssen behinderte Lehrgängerinnen bei der Stellensuche zudem mit einer grossen Konkurrenz durch nichtbehinderte BewerberInnen rechnen.

### Strukturen sind kein Naturgesetz

Die verschiedenen Revisionen des IV-Gesetzes, die in den letzten Jahren vorgenommen wurden, haben die Situation für Frauen nicht verbessert. Im Gegenteil: Bei mehreren jener Diagnosen, die seit Inkrafttreten der IV-Revision 6a in aller Regel nicht mehr zu einer Rente berechtigen, handelt es sich um Krankheiten, von denen überwiegend Frauen betroffen sind. Beispiele sind Fibromyalgie (eine Schmerzkrankung) und Chronisches Erschöpfungssyndrom. Auch bei der Finanzierung von anderen Leistungen durch die IV zeigt die Statistik deutliche Unterschiede zwischen den Geschlechtern. Diese Ungleichheiten lassen sich teilweise durch unterschiedliche Berufsstrukturen erklären. Diese sind jedoch kein Naturgesetz, sondern veränderbar – wenn man sie denn verändern will.

Immerhin: Dank dem seit 2004 geltenden Behindertengleichstellungsgesetz (BehiG) hat sich manches in eine positive Richtung bewegt. Besonders der Abbau von Barrieren bei öffentlichen Bauten und Verkehrsmitteln sowie teilweise auch bei den Dienstleistungen kommt natürlich beiden Geschlechtern zugute. Ob und in welchem Mass eine betroffene Person oder eine Personengruppe davon profitieren kann, hängt allerdings stark von der Art der Beeinträchtigung ab. Barrierefreie Nutz-

barkeit bedeutet zudem noch keine tatsächliche Gleichstellung, sie ist nur eine Voraussetzung dazu. Gemäss Art. 5 BehiG müssen Bund und Kantone bei ihren Massnahmen die besonderen Bedürfnisse behinderter Frauen berücksichtigen. Davon ist bis jetzt nicht viel zu spüren – erst recht nicht, wenn man die Bestimmung auch im Hinblick auf die Priorisierung von Massnahmen versteht.

### Mitgemeint ist nicht genug

Welche Massnahmen zur Förderung der Gleichstellung von Frauen und Mädchen mit Behinderung getroffen werden müssten, hat *avanti donne* im erwähnten Bericht des EBGB für fünf prioritäre Bereiche dargelegt: Bildung, Erwerbsarbeit, Gesundheit (inklusive Schutz vor Gewalt), Interessenvertretung und Medien. Hinzu kommt als Querschnittsaufgabe die Forschung. Bis heute weiss man nämlich erst wenig darüber, wie Frauen und Mädchen mit Behinderung in der Schweiz leben und welche Faktoren für ihre Situation tatsächlich entscheidend sind. Solange sie von der Sozial- und vor allem von der Genderforschung nicht stärker einbezogen werden, sind sie auch in der Öffentlichkeit bei Frauenthemen im besten Fall mitgemeint. Für die tatsächliche Gleichstellung genügt dies aber nicht. Vielmehr muss die Geschlechtergleichstellung mit einem Konzept arbeiten, das Frauen und Männer mit dem Merkmal Behinderung nicht ausschliesst. Das bedeutet, dass die Behinderungsperspektive genauso miteinbezogen werden muss, wie jene von MitgrantInnen oder von erwerbstätigen Eltern.

.....  
**Angie Hagmann** ist Leiterin der Fach- und Kontaktstelle von *avanti donne*.

### Anmerkungen

- 1 EBGB (Hrsg.): Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen: Frauen. EDI / EBGB, Bern 2013. Erhältlich über [www.edi.admin.ch/ebgb](http://www.edi.admin.ch/ebgb) (Themen der Gleichstellung – Gender).
- 2 Baumann K., Lauterburg M.: Knappes Geld – ungleich verteilt. Gleichstellungsdefizite in der Invalidenversicherung. Helbing Liechtenhahn, Basel 2001.

Bis heute weiss man wenig darüber, wie Frauen und Mädchen mit Behinderung in der Schweiz leben.

**Kontaktstelle für Frauen und Mädchen mit Behinderung:**

[www.avantidonne.ch](http://www.avantidonne.ch) / [www.avantigirls.ch](http://www.avantigirls.ch)

Die EKF fragt:

## Warum braucht es 6 Monate Elternurlaub?

Barbara Stocker Kalberer antwortet



Urlaub klingt nach Ferien, nach Erholung und Luxus. Dass es beim Elternurlaub nicht darum geht, möchte ich in diesem Artikel aufzeigen. Insbesondere dem Stillen wird durch die heutigen gesetzlichen Regelungen nicht genügend Rechnung getragen. Ein Elternurlaub ist schon allein deswegen nötig.

### Bruchlandung nach der Geburt des Kindes

Ich bin Hebamme, betreue Frauen und deren Familie nach der Geburt zu Hause im Wochenbett und biete Stillberatung an. Folglich werde ich ganz früh mit den Fragen der jungen Familien konfrontiert.

Noch vor wenigen Jahren hatten Familien in der Schweiz viele Kinder. Grosse Kinder halfen bei der Betreuung der kleineren Kinder mit. Junge Bur-schen und junge Mädchen erlebten mit, wie die Mutter schwanger war, was es bedeutet, ein Kind zu gebären, welche Bedürfnisse Babys haben und wie der Alltag mit einem kleinen Kind aussieht.

Heutzutage halten junge Paare erst mit der Geburt des eigenen Kindes zum ersten Mal einen Säugling längere Zeit im Arm. Frischgebackene Eltern erleben oft eine Art Bruchlandung: Nichts ist so, wie sie sich das vorgestellt hatten. Euphorie und Freude können sich nach der Geburt sehr schnell in Frustration und Überforderung verwandeln. Stillen, unruhige Nächte, Übermüdung und viele offene Fragen sind neben dem innigen Verliebtsein in das kleine Geschöpf zentral. Für die Ernährung und Pflege des Säuglings können sich die Eltern leider nicht einfach auf angeborene Urinstinkte verlassen, sondern dieses Wissen wird durch Erfahrung erworben oder muss allmählich erlernt werden. Die ersten Wochen sind zusätzlich geprägt von der Einfindung in die Mutter- und Vaterrolle. Sind schon ältere Kinder da, gilt es, sich als Familie neu zu finden und zu organisieren.

Wenn junge Eltern hilflos vor dem Bettchen des Säuglings stehen und nicht recht wissen, wie auf diesen zu reagieren ist und weshalb er wohl weint,

sind sie auf Unterstützung angewiesen. Frauen sind besonders verzweifelt, wenn sie mit einem Baby, das viel Aufmerksamkeit und Zuwendung benötigt, alleine zu Hause sind. Ein werdender Vater bekommt einen freien Tag für die Geburt. Das ist im europäischen Vergleich wenig. Männer sind daher zusätzlich gefordert, weil sie arbeiten gehen müssen und spüren, dass sie zu Hause fehlen. Sie haben das Bedürfnis, in diesen ersten Monaten viel Zeit für das Neugeborene zu haben. Manchmal beziehen Männer Ferien, um den Start ins Abenteuer Familie mitgestalten zu können. Es ist die Zeit der intensiven Bindung, eine Phase im Leben jedes Menschen, die sich später nicht nachholen lässt. Es ist eine Zeit, die niemals wiederkehrt. Deshalb braucht es nicht nur einen Mutterschaftsurlaub, sondern in den ersten Monaten der Elternschaft zusätzlich einen Elternurlaub.

### Stillen: Instinkt oder erworbenes Wissen?

Für die meisten Frauen ist bereits in der Schwangerschaft klar, dass sie ihr Kind stillen wollen.<sup>1</sup> Nicht klar ist aber, dass das Stillen kein instinktives Verhalten ist, sondern erlernt werden muss. In der Wochenbettzeit wird ihnen schlagartig bewusst, wie sehr sie vom Kind gebraucht werden und wie zeitaufwendig das Stillen vor allem am Anfang ist.

Manchmal klappt das Stillen von Anfang an problemlos. Bei meiner Arbeit werde ich jedoch häufig mit Stillproblemen konfrontiert. Wenn die Mamillen entzündet sind und das Stillen mit Schmerzen verbunden ist, bin ich als Hebamme gefragt. Schwierig ist der Stillstart auch, wenn die Milchbildung nicht richtig in Gang kommt und die Gewichtszunahme des Neugeborenen ungenügend ist. Ich erlebe

Euphorie und Freude können sich nach der Geburt sehr schnell in Frustration und Überforderung verwandeln.

immer wieder, wie sich ganz früh Zweifel einschleichen, wie das gehen soll, nach nur gerade 14 Wochen wieder arbeiten gehen zu müssen. Lohnt es sich überhaupt, so viel ins Stillen zu investieren und bei einem schwierigeren Stillstart durchzuhalten, wenn nach 14 Wochen sowieso abgestillt werden muss?

### Stilldauer hängt von vielen Faktoren ab

Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) empfiehlt, ein Baby sechs Monate ausschliesslich zu stillen und bei Einführung der Beikost weiter zu stillen.<sup>2</sup> Die Zahlen der nationalen Stillstudie zeigen jedoch, dass Frauen in der Schweiz im Durchschnitt mit 31 Wochen abstillen. Dies ist deutlich früher, als Fachorganisationen oder die WHO für die Gesundheit des Säuglings als optimal erachten. Laut Studie erhalten 35 Prozent der Säuglinge bereits nach dem vierten Lebensmonat keine Muttermilch mehr. Alter, Ausbildungsniveau und Erwerbstätigkeit der Eltern haben einen Einfluss auf die Stilldauer. Auch die Einstellung der Väter gegenüber dem Stillen spielt eine wichtige Rolle. In der Schweiz stillen erwerbstätige Mütter unterdurchschnittlich lange. Sie kehren heute im Vergleich zu 2003 früher und mit höherem Pensum in die Berufswelt zurück. Bei der Befragung gab jede vierte Mutter als Grund für das Abstillen die Unvereinbarkeit von Arbeit und Stillen an.

### Wenn die Arbeit vorgeht

Am 1. Juni 2014 trat das revidierte Arbeitsgesetz mit neuen Bestimmungen zur Entlöhnung von Stillpausen in Kraft.<sup>3</sup> Folgende zwei Beispiele sollen aufzeigen, wie schwierig das Stillen bei der Arbeit dennoch sein kann:

Frau M. kommt aus Mazedonien. Sie hat ihr zweites Kind geboren. Ihr Ehemann arbeitet 100 Prozent und ist sehr wenig zu Hause. Frau M. ist für den Haushalt und für die Kinder zuständig. Sie wird nach dem Mutterschaftsurlaub Vollzeit arbeiten gehen. Ich kläre sie auf über ihr Recht, am Arbeitsplatz zu pumpen oder zu stillen. Frau M. erzählt mir, dass sie in einer Grossmetzgerei am Fließband arbeitet und Schutzkleider tragen muss. Der kleine, oft mit Männern besetzte Aufenthaltsraum ist weit entfernt vom Arbeitsort. Abpumpen wäre bloss auf der Toilette möglich. Die Grosseltern, die nicht mobil sind, hüten die beiden Kinder, wenn Frau M. arbeiten geht, und können das Baby nicht zum Stillen bringen. Frau M. getraut sich nicht, mit ihrem Chef zu reden und ihr Recht einzufordern. Sie möchte deshalb gleich abstillen.

Frau Z. ist eine junge Schweizerin und hat ihr erstes Kind geboren. Sie ist als Gärtnerin bei einer grossen Gartenbaufirma angestellt. Auch sie geht nach 14 Wochen wieder in einem 60-Prozent-Pensum arbeiten. Das Stillen klappt von Anfang an gut. Nach 12 Wochen ruft sie mich an, weil sie abstillen möchte und meine Unterstützung braucht. Sie weint und sagt mir, dass sie sehr gerne noch länger stillen würde, dass dies aber nicht mit ihrer Arbeit zu vereinbaren sei. Sie ist vorwiegend draussen tätig, die Einsätze sind teilweise weit vom Wohnort entfernt. Bei der Arbeit im Garten kann sie nirgends pumpen und stillen gehe erst recht nicht, da ihr Kind in einer Krippe betreut wird. Frau Z. stillt mit 12 Wochen definitiv ab.

### Es braucht weiterführende Lösungen

Meine Erlebnisse zeigen, dass es weiterführende Lösungen braucht als die 14 Wochen Erwerbsersatz bei Mutterschaft und den einen freien Tag für den Vater. Es ist wichtig, wie wir geboren werden und wie wir ins Leben starten. Deshalb braucht es einen Elternurlaub.

.....  
Barbara Stocker Kalberer ist Präsidentin des Schweizerischen Hebammenverbandes, Studienleiterin des CAS Still- und Laktationsberatung an der Berner Fachhochschule und arbeitet als freiberufliche Hebamme.

### Anmerkungen

- 1 Die nationale Stillstudie, welche im März 2015 publiziert wurde, zeigt, dass 95 Prozent aller Mütter ihr Kind unmittelbar nach der Geburt stillen. SWIFS – Swiss Infant Feeding Study, Gross K., Späth A., Dratva J., Zemp Stutz E., Dez 2014, SwissTPH im Auftrag des BAG und des BLV. Link abgerufen am 30.03.2015: [www.stiftungstillen.ch/logicio/client/stillen/file/aktuell/SWIFS\\_Schlussbericht1.pdf](http://www.stiftungstillen.ch/logicio/client/stillen/file/aktuell/SWIFS_Schlussbericht1.pdf)
- 2 WHO Health Topics, Link abgerufen am 30.03.2015 unter: [www.who.int/topics/breastfeeding/en/](http://www.who.int/topics/breastfeeding/en/)
- 3 ArGV 1, Art. 60: Arbeitszeit und Stillzeit bei Schwangerschaft und Mutterschaft, Link abgerufen am 30.03.2015: [www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20000832/index.html#a60](http://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20000832/index.html#a60)

Es ist wichtig, wie wir geboren werden und wie wir ins Leben starten.

**Die Zeitschrift Frauenfragen 2014 befasst sich mit dem Elternurlaub:** [www.frauenkommission.ch](http://www.frauenkommission.ch)  
> Dokumentation > Fachzeitschrift «Frauenfragen»

Die EKF fragt:

## Wie ist die Rentenreform aus Frauensicht zu beurteilen?

Christina Werder antwortet



Der Bundesrat will mit der Altersvorsorge 2020 die AHV- und BVG-Renten sichern. Bezahlen sollen das vor allem die Frauen, insbesondere durch ein höheres Rentenalter. Vorgeschlagen wird für beide Geschlechter ein Referenzalter von 65 Jahren. Für die Frauen bedeutet dies eine weitere Rentenaltererhöhung um ein Jahr.

### Sparübung auf dem Rücken der Frauen

Das tiefere Frauenrentenalter sei ein geschlechtsspezifisches Privileg und heute nicht mehr begründbar. So rechtfertigt der Bundesrat seinen Vorschlag. Fakt ist: Mit der Erhöhung des Rentenalters der Frauen spart die AHV erneut auf Kosten der Frauen leistungsseitig 1.1 Mrd. Franken pro Jahr. Gleichzeitig erhält sie, weil die Frauen ein Jahr länger arbeiten und AHV-Beiträge zahlen, 102 Mio. Franken mehr Einnahmen pro Jahr. Zudem sollen die Frauen auch in der obligatorischen beruflichen Vorsorge ein Jahr länger einzahlen und so ihr Altersguthaben erhöhen können. Auch hier soll die Kürzung der Rentenbezugsdauer die Vorsorgeeinrichtungen entlasten.

Gespart wird auch bei der Witwenrente. Frauen sollen nur noch eine Witwenrente erhalten, wenn sie zum Zeitpunkt der Verwitwung waisenrentenberechtigzte Kinder haben. Damit will der Bundesrat weitere 400 Mio. Franken pro Jahr sparen.

### Frauen haben ein Rentenproblem

Unsere Dreisäulen-Altersvorsorge (AHV, berufliche Vorsorge BV und Selbstvorsorge Säule 3a) garantiert eine gute Rentenabdeckung für Personen, die ohne Lücke erwerbstätig waren und gute Löhne erhalten haben. Das ist bei den Frauen oft nicht der Fall. Die typische Frauenerwerbskarriere ist gekennzeichnet durch Teilzeitarbeit, Erwerbsunterbrüche und niedrigen Lohn. All dies bewirkt, dass insbesondere die durchschnittlichen Altersrenten der beruflichen Vorsorge der Frauen deutlich tiefer sind als die der Männer.

Viele Frauen haben im Alter nur eine AHV-Rente. Dank Erziehungs- und Betreuungsgutschriften, Ehegattensplitting sowie der ebenfalls in der 10. AHV-Revision verbesserten Formel zur Berechnung der AHV-Rente bewegen sich die AHV-Renten der Frauen praktisch auf demselben Niveau wie jene der Männer. Demgegenüber verfügen über 42 Prozent der pensionierten Frauen zwischen 64 und 69 Jahren aber weder über eine Rente noch über Kapital aus der beruflichen Vorsorge (SAKE<sup>1</sup> 2012). Die BV-Renten der Frauen sind tief: durchschnittlich 16 700 Franken pro Jahr (Männer: 30 900 Franken). Das durchschnittliche BV-Kapital der Frauen beträgt 50 000, das der Männer 150 000 Franken (SAKE 2012). Deutlich tiefer sind auch die Kapitalien der erwerbstätigen Frauen in der Säule 3a: Mediankapitalzahlung Neurentnerinnen 45 000 Franken, Neurentner 60 000 Franken (SAKE 2008).

Ältere Frauen steigen auch aus dem Erwerbsleben aus, um kranke Angehörige zu pflegen. 80 000 Frauen zwischen 55 und 64 Jahren betreuen regelmässig kranke, behinderte und/oder ältere Verwandte oder Bekannte (SAKE 2012).<sup>2</sup> Unbezahlte Betreuungsarbeit leisten sie auch für ihre Söhne und Töchter: Jede sechste Frau zwischen 55 und 64 Jahren betreut regelmässig Kinder, die nicht im gleichen Haushalt leben (SAKE 2012).

All diese Faktoren nimmt der Bundesrat nicht zur Kenntnis. Es kann nicht sein, dass ausgerechnet die Frauen, die den grössten Teil der unbezahlten Arbeit leisten und auf dem Arbeitsmarkt immer noch massiv diskriminiert sind, den grössten Teil dieser Reform bezahlen sollen.

Die Diskriminierung der Frauen setzt sich im Alter fort.

### Ein höheres Rentenalter schafft noch keine Gleichstellung

Die Rahmenbedingungen für den Aufbau von guten Renten sind für Frauen unbefriedigend. Verbesserungen kommen nur im Schneckentempo voran. Das zeigt sich bei der Kinderbetreuung und der Lohngleichheit: Der Ausbau der Infrastrukturen für ein flächendeckendes bezahlbare Angebot mit pädagogischem Konzept und ausreichend ausgebildetem Personal kommt nur harzig voran. Gleichzeitig fehlt es an bezahlbaren Betreuungsstrukturen für Pflegebedürftige. Und bei der Lohngleichheit? Seit über 30 Jahren ist sie in der Verfassung verankert. Die Lohnunterschiede jedoch bleiben auf hohem Niveau bestehen. Kommt dazu, dass in Frauenberufen noch immer generell tiefere Löhne bezahlt werden. Die Volkswirtschaft spart so auf dem Buckel der Frauen Milliarden, und die Rahmenbedingungen für eine bessere Vereinbarkeit von Beruf und Familie kommen kaum vom Fleck. Diese Diskriminierung der Frauen setzt sich im Alter fort – mit tieferen Renten! Deshalb geht es nicht an, die bereits Bestraften nochmals zu bestrafen.

### BVG: Grösste Rentenkürzung aller Zeiten

Nun zu weiteren Eckwerten der Reform. In der obligatorischen beruflichen Vorsorge BVG will sie den Umwandlungssatz von heute 6.8% auf 6.0% senken. Das hat eine massive Rentenkürzung zur Folge. Diese wird Frauen und Männer treffen. Um dies abzufedern, werden u.a. die Eintrittsschwelle gesenkt und der Koordinationsabzug abgeschafft. Teilzeitarbeitende – also vorwiegend Frauen – werden mit diesen Massnahmen einen besseren Versicherungsschutz erhalten, was zu begrüßen ist. Die Lücken in der beruflichen Vorsorge bei den über 50-jährigen Frauen werden dennoch gross bleiben.

Die Rentenaltererhöhung ist klar abzulehnen.

Für alle Erwerbstätigen bedeutet diese Massnahme allerdings, mehr Geld als heute in die zweite Säule einzuzahlen. Für tiefe Einkommen wird dies teuer werden und das Budget für den Alltag spürbar schmälern. Hinter diesen Teil der Reform ist damit nicht nur aus geschlechtsspezifischer, sondern generell aus sozialpolitischer Perspektive ein Fragezeichen zu setzen.

### Kompensatorische Massnahmen schwach

Unsere bisherigen Ausführungen aus Frauensicht haben zweierlei ergeben:

Die Rentenaltererhöhung ist klar abzulehnen.

Hinter die Absenkung des Umwandlungssatzes in der 2. Säule ist ein dickes sozialpolitisches Frage-

zeichen zu machen. Die Kompensationsmassnahmen kommen tiefe Einkommen teuer zu stehen. Die Vorlage sieht verschiedene Möglichkeiten vor, um den Austritt aus der Erwerbsarbeit zwischen 62 und 70 Jahren flexibel zu gestalten. Sie enthält auch eine Sonderregelung für tiefe Einkommen. Bei diesen soll die AHV-Rente bei einem Vorbezug weniger stark gekürzt werden. Dem Bundesrat zufolge werden ca. 5000 Personen von diesem Vorschlag profitieren, drei Viertel davon Frauen. Diese tiefe Zahl zeigt deutlich, wie restriktiv die vorgesehenen Kriterien sind. Ihr kompensatorischer Gehalt ist also gering. Gleichstellungspolitisch inakzeptabel und zudem systemfremd bei dieser Sonderregelung ist die Verknüpfung des Anspruchs mit dem Einkommen des Ehepartners. Ist das Einkommen des Ehepartners zu hoch, kommt die Ehefrau nicht in den Genuss dieser Sonderregelung.

### Es braucht mehr Finanzen

Dass die AHV für die Zukunft eine Zusatzfinanzierung braucht, ist unbestritten. Der Bundesrat schlägt eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 1.5 Prozentpunkte in zwei Schritten vor. Diese Erhöhung aber an die Rentenaltererhöhung der Frauen zu koppeln, ist quasi eine Erpressung. Im Klartext verlangt eine frauenfreundliche AHV-Reform mehr Finanzen, als die Vorlage sie jetzt vorsieht, sowie Massnahmen zur Verbesserung des Renteneinkommens in der AHV. Die Lohnbeiträge an die AHV (finanziert von Arbeitgeber und Arbeitnehmenden) sind seit 1975 nicht gestiegen. Mit einer leichten Erhöhung nach 40 Jahren könnte die AHV gestärkt werden.

.....  
Christina Werder, Sozialversicherungsfachfrau mit Eidg. Fachausweis, Zürich. Ehemaliges Mitglied der EKF.

### Anmerkungen

- 1 Schweizerische Arbeitskräfteerhebung (SAKE): [www.sake.bfs.admin.ch](http://www.sake.bfs.admin.ch)
- 2 Das sind doppelt so viele Frauen wie Männer in der gleichen Alterskategorie.

### Kritische Zwischenbilanz der EKF zur Reform der Altersvorsorge 2020:

[www.frauenkommission.ch](http://www.frauenkommission.ch) > Dokumentation > Studien und Empfehlungen

### Informationen zur Altersvorsorge 2020 (Bundesamt für Sozialversicherungen):

[www.bsv.admin.ch/altersvorsorge\\_2020/index.html?lang=de](http://www.bsv.admin.ch/altersvorsorge_2020/index.html?lang=de)